

## MOUVEMENT DE GRÈVE

# La prévention sans les moyens pour les travailleurs sociaux

**Le Nord est un département qui cumule autant les succès médiatiques que les handicaps et où s'accroît la précarité. L'action sociale et médico-sociale y est donc la bienvenue et la prévention essentielle pour aider véritablement une population en difficulté. Mais la prévention ré-**

**clame des moyens qui font aujourd'hui cruellement défaut aux équipes des UTPAS notamment de Roubaix-Hem et Wattrelos-Leers, en grève depuis le 23 décembre.**

PAR BRIGITTE LEMERY  
roubaix@lavoxdunord.fr

En cette période festive, le Centre Stalingrad de Wattrelos qui accueille les locaux des UTPAS de Wattrelos-Leers (Unités territoriales de prévention et d'action sociale), est traditionnellement décoré, histoire de mettre un peu de baume au cœur de toutes les personnes en souffrance qui fréquentent ces lieux. Mais, cette année, s'il y a bien un sapin, l'inquiétude ternit un peu la fête. Sur une affiche, entre les boules et les guirlandes, on peut lire que le personnel des UTPAS a demandé, pour cadeau de Noël, un poste d'éducateur ! Dans son en-

semble, l'accueil est d'ailleurs tapissé d'affiches dénonçant la suppression de postes ou informant que le personnel est en grève. Ambiance, ambiance ! L'année commence mal, il faut dire, dans les UTPAS du secteur, avec deux postes « gelés » à la suite de mutations dans les circonscriptions de Roubaix-Hem et de Wattrelos-Leers. Les tra-

**Ils protestent contre la « décision arbitraire et non concertée » du Département, de « gel » de postes.**

vailleurs sociaux, médico-sociaux et secrétaires des UTPAS (services de PMI, de l'aide sociale à l'enfance et du service social départemental) sont donc en grève depuis le 23 décembre pour « protester contre la décision arbitraire et non concertée » du Conseil Général du Nord, de supprimer des postes d'éducateurs et d'assistants sociaux dans leurs services.

Ces suppressions, qualifiées par l'autorité départementale de « gels de postes », s'annoncent, estiment les syndicats SUD et CGT, « comme les prémices d'un grand mouvement de redéploiement des postes sur l'ensemble du département, et sont justifiées par la Direction territoriale de Roubaix-Tourcoing par le fait que les équipes concernées exercent leurs missions dans des services favori-



À l'UTPAS de Wattrelos-Leers, on rêve encore d'un cadeau de Noël : un poste d'éducateur.

sés (sic). » Olivier Treneul (SUD) et Elisabeth Jude (CGT) rappellent : « ces services favorisés sont situés sur des secteurs où les indices de précarité sont très bas, où les communes sont classées en GPV et où les conditions de sécurité et de qualité du service sont fortement altérées ». Ils évoquent la situation de l'UTPAS de Roubaix-Hem, saignée et cambriolée à la mi-décembre. Ces « gels de postes », qui sont des suppressions de postes, gênent le travail des travailleurs sociaux sur le terrain et pénalisent une population en grande difficulté sociale. Tout comme la diminution du nombre de médecins PMI, passé dernièrement de 7 à 4.

Les équipes des UTPAS, en grève reconductible, multiplient donc les courriers à leur direction territoriale, au président du Conseil général, Bernard Derossier, à qui ils vont présenter leurs doléances le 8 janvier, à l'occasion de « sa coûteuse cérémonie de vœux ». ■

## REPÈRES

**- Budget :** La part de l'action sociale dans un budget global du Département du Nord qui s'élève à 3 milliards d'euros : 50 %. Sur 100 euros dépensés, 58, 56 € vont à la solidarité et 2, 43 € à la prévention médico-sociale.

**- Effectifs :** 11 000 agents, dont 2 000 assistantes familiales et 3 000 travailleurs sociaux, répartis dans 8 directions territoriales et 42 UTPAS, Unités territoriales de prévention et d'action sociales. Chaque UTPAS regroupe quatre services (secrétariat, aide sociale à l'enfance, PMI, service social).

**Les équipes en grève réclament le dégel immédiat des postes et le renfort des équipes par du personnel volant. Ils en expliquent les raisons.**

« Nous étions six éducateurs et assistants sociaux à l'UTPAS de Wattrelos-Leers il y a quatre ans. Aujourd'hui, en comptant les décharges, nous ne sommes plus que trois et demi dans un secteur en grande précarité », s'insurge Olivier Treneul du syndicat SUD. A ses côtés, Elisabeth Jude, médecin PMI, acquiesce et ajoute : « Dans les discours, on nous an-

nonce des plans quinquennaux audacieux, faisant état du renforcement de la prévention, mais sur le terrain, on n'en a pas les moyens ! A la direction territoriale, il y a une analyse quantitative qui s'attache à comparer des secteurs qui ne sont pas comparables ». « Depuis longtemps, notre travail est aussi jugé par des administratifs déconnectés qui ne sont pas sur le terrain et qui nous parlent de productivité », ajoute encore Olivier Treneul. « Mais on travaille sur l'humain, on ne fabrique pas des voitures. On accompagne des familles très démunies et souvent avec une compréhension plus

limitée, cela demande du temps », souligne Elisabeth Jude. « La proximité, susciter une relation de confiance avec les familles prendent du temps, demandent de la patience. On a une souffrance à entendre pour avancer avec eux ». « C'est pourquoi, explique Olivier Treneul, on refuse de prendre en charge la vingtaine de jumins de notre collègue mutée, sauf les plus urgents, bien sûr ». Car ils viendraient en plus des 34, déjà pris en charge par chaque travailleur social, en plus des enquêtes à réaliser en agrément d'adoption, celles pour l'agrément des nourrices et le suivi des familles d'accueil... ■



À l'UTPAS, les affiches côtoient les guirlandes.

La voix du Nord du 3/01/09